

D 576 BRESIL: SITUATION PAYSANNE EXPLOSIVE
DANS L'ETAT DU PARÁ

Depuis des années le problème de la terre s'aggrave au Brésil. La prolétarianisation de millions de paysans est un phénomène périodiquement dénoncé (cf. DIAL D 464). Quant aux conflits entre grands propriétaires et petits cultivateurs, leur multiplication relève désormais de la chronique habituelle (cf. DIAL D 481 et 562).

C'est dans l'Etat du Pará, le long du fleuve Araguaia, que la situation est littéralement devenue explosive. On s'en rendra compte à la lecture du rapport ci-dessous élaboré par le diocèse (prélature) de Conceição do Araguaia. C'est un avertissement aux autorités.

Nous faisons précéder ce texte d'une lettre écrite par des paysans pour inviter des personnalités amies à une manifestation en faveur des cultivateurs de la région. Cette lettre donne le ton du climat régnant parmi la population des gens simples.

Note DIAL

1- LETTRÉ D'INVITATION A UNE MANIFESTATION PAYSANNE (15 octobre 1979)

Monsieur,

Le peuple pauvre des champs, celui des travailleurs aux mains calleuses à force de manier la pioché et la hache, ne peut plus vivre.

Dans un pays de tant de terres, dans cette immense Amazonie, nous n'avons même pas un lopin où planter le riz, le haricot noir et le manioc. Tout se trouve entre les mains des grands propriétaires, des courtiers véreux, des "requins" qui parfois possèdent plus de terres que tout un Etat du Brésil. Et quand on finit par obtenir un lopin de terre pour travailler, on voit aussitôt arriver les courtiers véreux qui cherchent à tout avaler, qui cherchent à transformer les cultivateurs en journaliers pour pouvoir mieux exploiter le peuple.

Le pire c'est qu'ils viennent toujours avec des mandats judiciaires absurdes et illégaux, et accompagnés de policiers qui ont commis tellement de violences qu'on ne peut même pas toutes les raconter. Un gamin de sept ans cogné par les policiers et par l'huissier, dans la maison même de ses parents, pour qu'il dise où son père s'est caché parce qu'il voulait éviter d'être arrêté et frappé. Coups, violences et prison, voilà notre peur quotidienne. Il y a des choses qui se sont produites qu'on a honte de raconter: on a déjà vu des cultivateurs obligés à boire du pipi dans unealebasse. On a déjà vu des cultivateurs servir aux soldats pour leurs satisfactions sexuelles. On a déjà vu des cultivateurs

servir de femme à d'autres cultivateurs, tout ça sur l'ordre et l'injonction des soldats, sous la menace des canons de fusil, d'une mort sur le champ.

Aujourd'hui, la semaine dernière, il y a eu une expulsion du domaine Tupãciretã, appartenant à un banquier de São Paulo, M. Flávio Pinho de Almeida, qui dit posséder plus de 50.000 hectares. Il y a plus de quatre cents familles de cultivateurs qui travaillent dans cet immense domaine. Le banquier vient d'obtenir du juge de Conceição do Araguaia un mandat d'expulsion contre six cultivateurs. Avec ce mandat, il se livre à la plus absurde des expulsions. La police, accompagnée des hommes de main du domaine, s'est livrée à toutes sortes de sauvageries, y compris celle-là d'obliger un cultivateur à servir de femme à une autre cultivateur. Plus de soixante familles ont déjà été expulsées. Beaucoup de gens ont été arrêtés. Les routes sont bloquées par des policiers et des tueurs à gages. De nombreux cultivateurs sont pourchassés jusque chez eux et dans la forêt; on menace de les tuer quand on les trouvera. On dit que si les expulsions sont faites avec violence et dans un tel climat d'oppression, c'est pour que les cultivateurs n'aient plus jamais envie de revenir dans leurs terres.

Les violences ont été telles qu'on n'a pas la place de les raconter dans cette rapide invitation. Nous, on ne peut plus vivre au milieu de tant d'humiliations. Il faut qu'on respecte le paysan. Qu'on respecte nos droits. Qu'on ne nous traite pas pire que des chiens galeux.

Nous nous sommes défendus, mais nos forces sont limitées. Il faut que tout le peuple brésilien vienne à notre secours pour nous aider dans notre lutte pour la défense des gens, de la terre et des droits de l'homme.

C'est pourquoi nous allons faire une réunion, une manifestation, pour protester contre cette situation. Pour cette manifestation nous avons besoin de votre connaissance et de votre courage en faveur des gens de la campagne.

Nous comptons sur votre présence à cette manifestation qui aura lieu le 21 septembre 1979, à 4 H de l'après-midi, à Xinguara, dans la commune de Conceição do Araguaia (Pará). Avant, à 3 H, il y aura un geste de solidarité auquel vous êtes également invité.

"LA TERRE EST A CELUI QUI LA TRAVAILLE"

Conceição do Araguaia, le 15 octobre 1979

Bertoldo Siqueira de Lyra

président du Syndicat des travailleurs ruraux de Conceição do Araguaia (Pará)

Paulo Fonteles

p.p. du président de la Société du Pará de défense des droits de l'homme

Judite G. Albuquerque

p.p. du président de la Commission pastorale de la terre, régional Tocantins/Araguaia

M. Borges

p.p. de l'évêque de Conceição do Araguaia, Pará

2- DOSSIER SUR CONCEIÇÃO DO ARAGUAIA

1- Historique

1.1- La municipalité de Conceição do Araguaia est située dans le sud-est de l'Etat du Pará. Région des indiens Kaiapós et Karajás, elle a été intégrée à la société brésilienne quand, à la fin du siècle dernier, Frère Gil de Vila Nova, prêtre dominicain, fonda la localité de Conceição do Araguaia, sur les bords du fleuve du même nom.

A cette époque, dans l'isolement le plus complet - le voyage par le fleuve jusqu'à Belém durait trois mois - la région a connu un grand mouvement économique au moment du "boom" du caoutchouc par l'exploitation du "caucho", l'arbre produisant du latex. Avec la crise du caoutchouc, elle connut une longue période de stagnation et même de récession économique, sa population passant de 11.000 à 3.450 habitants.

Avec la construction, vers la fin des années cinquante, de la route Belém-Brasília passant à 130 km, Conceição do Araguaia a rompu son isolement séculaire pour s'intégrer définitivement au processus économique brésilien. C'est alors que commence une grande tragédie.

1.2- A partir des années soixante, des vagues de milliers et de milliers de paysans sont venues s'installer dans les plaines fertiles de la région, à la recherche de terres disponibles. La population a crû de façon vertigineuse. En 1954: 4.944 habitants; en 1960: 11.283; en 1970: 28.953. Et en 1979, les estimations parlent de 120 à 140.000 habitants.

La structure foncière, déjà dominée par le latifundium, s'est concentrée davantage encore. Les paysans, traditionnellement petits cultivateurs sans titre de propriété (1) sur lesquels repose l'augmentation de population, perdent année après année la possession de leurs terres. En 1960, ils détenaient 70% de la superficie occupée; en 1970, 44%; en 1972, 39% seulement. Inversement le latifundium improductif augmentait: en 1972, 9,43% des propriétés foncières occupaient 60,59% des terres de la commune de Conceição do Araguaia. En 1975, selon L.F. Pinto, auteur de "Amazonie, répétition générale de la destruction", il ne restait comme terres libres, vierges, qu'environ 40.000 hectares sur les 2.875.200 de l'aire totale de la commune.

2- La politique officielle

2.1- La politique officielle du gouvernement dans la région, à travers la Surintendance pour le développement de l'Amazonie (SUDAM), a été le grand responsable de cette contradiction manifeste entre l'augmentation de la population et la diminution des terres occupées par les paysans.

En fait, suite à la politique d'incitation par dégrèvements fiscaux qui a joué uniquement en faveur des grands projets agro-pastoraux, on a vu se développer dans le sud du Pará le processus le plus tragique, en termes de courtage véreux, de spéculation et de destruction organisée de petits cultivateurs, que le Brésil ait jamais connu dans son histoire.

(1) Littéralement "posseiros" légalement propriétaires (au titre d'occupants de terres vierges défrichées) mais sans titre écrit (NdT).

Dans le but essentiel d'obtenir des crédits bon marché, rendus possibles grâce à la propriété de grandes superficies de terres, on a vu arriver dans la région de petits, moyens et surtout grands groupes économiques, nationaux et étrangers, parmi lesquels se distinguent Bradesco, Volkswagen, Nixdorf, Amerindus, Aciers Villares, etc.

Cela s'est traduit par:

- 1) le remplacement du cultivateur et de son agriculture de subsistance par l'herbe à pâturage et le juquirá;
- 2) l'attribution extrêmement rapide de titres de propriété pour les terres vierges;
- 3) la déprédation de la forêt amazonienne, avec la destruction intensive des grandes formations d'acajou qui s'y trouvent.

2.2- La confrontation était inévitable. D'un côté, une politique officielle, favorisant les grandes concentrations latifundiaries pour la production de viande à destination des marchés étrangers. De l'autre, une population migrante, expulsée du Paraná, de l'Espírito Santo, du Minas Gerais et du Maranhão, et attirée par l'espoir de posséder une terre, sous le charme des paroles du président Garrastazu Médici: "L'Amazonie, une terre sans homme, pour des hommes sans terres". D'un côté, un pouvoir économique fort, organisé, méthodique, disposant de la force des grands capitaux. De l'autre, des masses importantes et désorganisées, ne disposant pour travailler que de la force de leurs bras. D'un côté, l'appareil répressif, particulièrement visible dans cette région, caractérisé par des opérations sauvages et arbitraires contre la population. De l'autre, le fait que tout effort de résistance finit derrière les barreaux des postes de police, quand ce n'est pas à la prison centrale de Belém. D'un côté, un appareil judiciaire toujours au service du latifundium. De l'autre, la lenteur des démarches et la complexité juridique, inaccessible aux gens de la campagne. D'un côté, enfin, le mirage du profit facile, de l'argent des dégrèvements fiscaux, de l'extraction anarchique de l'acajou, de la spéculation, des opérations foncières véreuses, du vol, de l'assassinat, des exactions des hommes de main. De l'autre, le besoin de manger, de travailler, de se loger et de vivre.

3- L'explosion du conflit

3.1- Ce cadre réel et objectif ne peut que favoriser l'explosion d'un conflit. Et d'un grand conflit. La commune de Conceição do Araguaia est aujourd'hui à la veille d'une conflagration généralisée. On compte plus de soixante conflits de terre, impliquant des milliers de petits cultivateurs, et qui ont atteint une phase aigüe dans l'ensemble de la région.

Pour mener à bien l'expropriation des paysans, dans leur grande majorité petits agriculteurs sans titres de propriété, le latifundium se sert de toutes les armes possibles: la calomnie, l'injustice, la presse, la police, les organismes gouvernementaux (INCRA - Institut national de colonisation et de réforme agraire et ITERPA - Institut des terres du Pará) et, surtout, les hommes de main. L'appareil judiciaire, pour sa part, a commis les pires absurdités: demandes ineptes, procès frappés de nullité, préavis illégaux, mandats malhonnêtes, huissiers opérant le calibre 38 double-charge à la main et menottes dans la musette, le tout contre le petit cultivateur.

Ceux-ci ne peuvent qu'en être désespérés. Expulsés continuellement de leurs terres, sans savoir où aller ni où travailler, sans autre moyen que la terre pour survivre, ils sont en position d'accusés. Leurs enfants connaissent la faim et meurent comme tombent les mouches. Leurs

femmes sont désespérées. Mais la patience des paysans est à bout. Et la loi de la nécessité est en train de s'imposer. Dans un mouvement désordonné, inorganisé, non politique, mais violent, ils ont commencé à réagir.

Au cours des derniers quarante jours, cinq conflits armés ont eu lieu dans la région. Dans la parcelle 41 d'Itaipavas un tueur à gages est mort. Un autre dans le domaine Tupãciretã. Dans la terre São João, il y a eu deux blessés, dont un qui a perdu un bras. Dans le domaine Flor da Mata, trois blessés. Dans le domaine Canada, quatre autres.

3.2- Pendant ce temps-là se prépare contre les petits cultivateurs le coup final, lequel ne pourra qu'être terrible.

En premier lieu, on cherche dans les milieux de Conceição do Araguaia à attirer dans la zone, ou du moins - puisqu'il est déjà là - à faire fonctionner l'appareil répressif de l'Etat pour écraser la résistance des paysans. Les grands propriétaires organisent une vaste campagne de diffamation, et cela de manière insidieuse, avec la référence facile au lieu-commun éculé de "l'infiltration subversive" dans la région, de façon à discréditer le combat des petits cultivateurs. L'accusation de subversion peut cependant trouver un écho, en raison de la guérilla de l'Araguaia de 1972-74, pas encore oubliée dans la région. On se rappelle que le 23 juillet 1979, après avoir arrêté l'agent de pastorale Nicole Arpone, des policiers ont lancé depuis leur hélicoptère des grenades sur la communauté de Sampaio, dans le nord du Goiás, provoquant plusieurs morts parmi la population.

En deuxième lieu, la police militaire, dont les officiers se montrent aujourd'hui prudents, se trouve contrainte, en accomplissant des mandats judiciaires, d'intervenir de plus en plus souvent dans les conflits et cela en faveur des grands propriétaires.

En troisième lieu, les grands propriétaires, les spéculateurs et les courtiers véreux constituent de véritables milices privées en armant des dizaines d'hommes de main avec des armes en provenance des forces armées. A Marabá, commune limitrophe, on parle même d'un document officiel à propos de la formation d'une police rurale privée.

Il peut en résulter une confrontation armée généralisée, aux proportions incalculables, principalement du fait que, même si elle est moins aiguë, la même situation prévaut dans le sud du Pará, l'ouest du Maranhão et le nord du Goiás.

C'est cette explosion que nous voulons éviter. Il ne pourrait en résulter qu'un grand massacre du peuple de l'Araguaia.

4- La réforme agraire, seule solution

Cela n'avance à rien de traiter les petits cultivateurs sans titre de propriété d'envahisseurs de terres. Cela n'avance à rien de traiter les évêques, les prêtres, les agents de pastorale, les avocats et les paysans de "subversifs", de gens au service de "sombres intérêts". La racine du conflit est à la base, dans la terre, dans la forêt.

Pour la seule commune de Conceição do Araguaia il y a aujourd'hui près de 90.000 personnes qui vivent sur des terres communales sans titre de propriété. On peut dire que, fondamentalement, l'ensemble de la population urbaine possède une évidente vocation agricole, car elle est essentiellement formée de paysans sans terre: elle n'est qu'en attente d'obtention d'une parcelle pour pouvoir la cultiver. C'est le cas aussi

de Xinguara, par exemple, une localité située au croisement de la nationale 150 et de la route du Xingú: en trois ans elle a accueilli une population de plus de 15.000 habitants. Et tous veulent une terre!

Toutes les terres sont pratiquement aux mains de grands groupes économiques. Il faut souligner que l'Institut national de colonisation et de réforme agraire (INCRA) ne dispose même plus actuellement d'une seule parcelle de 100 hectares à proposer aux paysans.

Pour régler la situation, pour éviter une confrontation armée d'importance, laquelle est imminente, il n'y a qu'un seul moyen: la réalisation d'une réforme agraire radicale dans la région par l'expropriation des grands domaines improductifs et par l'attribution de terres aux cultivateurs. Une réforme agraire qui ne peut être réalisée ni par l'Institut national de colonisation et de réforme agraire (INCRA) ni par l'Institut des terres du Pará (ITERPA), parfaitement inadaptés pour cette tâche. Mais une réforme agraire réalisée à partir du peuple, dirigée par le peuple, lequel sait ce qu'il veut et comment il le veut.

Octobre 1979

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

Abonnement: France 170 F - Etranger 200 F par voie normale
(par avion, tarif sur demande selon pays)

Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimeris CCFD
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441